

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Moyens de paiement](#)

+ 1 -

[Monnaie fiduciaire](#)

La monnaie fiduciaire en France en 2017 : une demande toujours dynamique

13 Juillet 2018

Auteurs : Élodie Ninlias, Ghjuvanni Torre

Bulletin n°218, article 2. La demande en monnaie fiduciaire demeure dynamique dans la zone euro, en dépit de l'évolution des modes de consommation et du développement de nouveaux moyens de paiement qui contribuent à réduire le recours aux espèces. Ainsi, en un an, la valeur totale des billets et des pièces en euros en circulation dans le monde a crû de 4,0 %.

En 2017, la production allouée par l'Eurosystème à la Banque de France s'est élevée à 1,1 milliard de coupures. La production des pièces est réalisée par la Monnaie de Paris (710,8 millions d'unités en 2017). Au travers de son réseau de caisses, la Banque de France met les billets à disposition du public par l'intermédiaire des acteurs de la filière fiduciaire – notamment les transporteurs de fonds – et en assure l'entretien. Elle est également chargée de la mise en circulation et du retrait des pièces en euros pour le compte de l'État. En 2017, les transporteurs de fonds ont prélevé 6,4 milliards de billets et 1,5 milliard de pièces aux guichets de la Banque de France et de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).

[818249bdf218-2chiffrescles.png](#)

1. Un paradoxe apparent : dynamisme de la demande en monnaie fiduciaire, développement d'alternatives aux espèces

En 2017, la demande de billets et de pièces en euros est restée dynamique. Ainsi, à fin décembre 2017, la valeur des billets en euros en circulation dans le monde a atteint 1 170,7 milliards d'euros, soit une progression de 4,0 % par rapport à fin 2016 (cf. graphique 1). La circulation des pièces a également progressé de 4,0 %, pour s'établir à 28,0 milliards d'euros.

Ces valeurs correspondent à l'ensemble des billets et des pièces émis par les banques centrales, y compris les billets et les pièces détenus hors de la zone euro.

En France, la valeur de la monnaie fiduciaire circulant sur le territoire national ne peut pas être mesurée, en raison des migrations de billets et de pièces entre pays. En effet, un billet (ou une pièce) retiré en France peut être utilisé dans un autre pays membre, voire exporté hors de la zone euro pour y être thésaurisé ou utilisé comme instrument de paiement. De même, un billet (ou une pièce) détenu par un particulier en France peut

avoir été retiré dans un autre pays de l'Eurosystème. Par conséquent, la différence entre les billets (ou les pièces) émis et ceux retirés de la circulation par la Banque de France depuis 2002 ne correspond pas à la circulation nationale. Ce calcul, au niveau national, est associé à la notion d'émissions nettes.

À fin 2017, les émissions nettes françaises de billets se sont élevées à 129,0 milliards d'euros, en croissance de 7,6 % par rapport à fin 2016. Celles des pièces ont atteint 3,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 4,4 % en un an. La croissance des émissions nettes françaises représente la demande en monnaie fiduciaire adressée à la Banque de France, non seulement par les résidents français mais également par des non-résidents (touristes, par exemple).

Le dynamisme des émissions nettes françaises peut apparaître paradoxal, compte tenu de l'évolution des habitudes de paiement et de consommation. Le développement du commerce en ligne et la progression continue des moyens de paiement scripturaux exercent en effet une concurrence croissante sur les paiements en espèces. Les paiements par carte ont ainsi progressé de 67 % au cours des dix dernières années, contre 17 % pour les dépenses de consommation des ménages.

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger l'intégralité de la publication

[Bulletin n°218-2. La monnaie fiduciaire en France en 2017 : une demand... \(PDF - 601 Ko\)](#)
[Précédent](#)

1

Les services de compensation centrale pour compte de tiers pénalisés par le ratio de levier ?

[Suivant](#)

3

Les instruments de politique macroprudentielle : un rempart contre les risques de contagion interbancaire